

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Gruner  
42000 Saint-Etienne

Saint-Etienne, le 02/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **STEM**

17 avenue de Rochetaillée  
42000 ST ETIENNE

Références : UID4243-EAR-22-149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement STEM implanté 17 avenue de Rochetaillée 42000 ST ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action nationale portant sur le risque incendie des installations de traitement de surface.

La précédente inspection a été réalisée le 15 décembre 2020 et a fait l'objet d'un rapport transmis à l'exploitant le 7 janvier 2021. 4 observations (dont 2 nécessitant une réponse) et 4 non-conformités avaient été mises en évidence. Par courrier daté du 28 avril 2021 transmis par courrier électronique le 4 mai 2021, l'exploitant a fourni des éléments de réponse à chacun des constats relevés. L'inspection, objet du présent rapport, a été l'occasion d'examiner les suites engagées pour les 4 non-conformités.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEM
- 17 avenue de Rochetaillée 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006103464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société STEM est spécialisée dans les dépôts chimiques ou électrochimiques pour la protection ou la décoration des métaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risque incendie
- suites données à l'inspection de 2020

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Désenfumage – présence de DEFNC         | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | /  | Mise en demeure, respect de prescription   |
| Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II | /  | Mise en demeure, respect de prescription   |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                            | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Confinement des eaux incendie – organes de commande | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9 | /  | Sans objet        |
| Volume total des bains de traitement                | AP Complémentaire du 11/09/2019, article 1  | Inspection 2020, observation   | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                                | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|---|--|-------------------|
| Installations électriques – mises à la terre            | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5     | /  | Sans objet        |
| Installations électriques – chauffage des bains         | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I   | /  | Sans objet        |
| Moyens de lutte incendie – moyens                       | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10    | /  | Sans objet        |
| Moyens de lutte incendie – entretien                    | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10    | /  | Sans objet        |
| Confinement des eaux incendie – dimensionnement         | Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9     | /  | Sans objet        |
| Suivi inspection 2020, étude technico-économique        | AP Complémentaire du 11/09/2019, article 4      | Non conformité   | Sans objet        |
| Suivi inspection 2020, analyses trimestrielles          | AP Complémentaire du 11/09/2019, article 4      | Non conformité   | Sans objet        |
| Suivi inspection 2020, aspiration des bains             | Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.1 | Non conformité   | Sans objet        |
| Suivi inspection 2020, identification des canalisations | Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 7.4.4 | Non conformité   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi sérieux des équipements présents et jouant une rôle dans la "sécurité incendie". Toutefois, la visite a permis de constater l'absence de dispositifs de désenfumage. Des travaux ont été réalisés pour améliorer le traitement des effluents aqueux, des investissements sont à venir.

Les observations et non-conformités relevées dans le présent rapport doivent être prises en compte par l'exploitant, il devra apporter les éléments de réponses nécessaires.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »  |
| <b>Constats :</b><br><b>Non conformité :</b><br>Le bâtiment abritant les lignes de traitements de surfaces n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage.<br>L'exploitant a indiqué que le bâtiment date du début des années 1900 et il n'en est pas le propriétaire.<br><br>Il est proposé à madame la préfète de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de fournir un plan d'actions prévoyant la mise en conformité des installations sous un délai de 3 mois. Les délais indispensables à chacune des principales étapes du chantier seront argumentés. L'exploitant visera le 31 décembre 2023 pour la mise en conformité des installations. Tout retard en regard de cet objectif devra être argumenté techniquement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |

### Nom du point de contrôle 2 : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Commande automatique et manuelle<br>Commande manuelle placées à proximité des accès   |
| <b>Constats :</b><br><b>Non-conformité :</b> Absence de commandes des dispositifs de désenfumage du fait de l'absence de ces derniers (cf constat précédent).<br><br>Il est proposé à madame la préfète de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de fournir un plan d'actions prévoyant la mise en conformité des installations sous un délai de 3 mois. Les délais indispensables à chacune des principales étapes du chantier seront argumentés. L'exploitant visera le 31 décembre 2023 pour la mise en conformité des installations. Tout retard en regard de cet objectif devra être argumenté techniquement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |

### Nom du point de contrôle 3 : Installations électriques – mises à la terre

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les mises à la terre sont contrôlées une fois par an en même temps que le contrôle des installations électriques. L'exploitant a précisé que tous les équipements disposant d'une alimentation électrique sont reliés à la terre.<br><br>Les cuves et canalisations ne sont pas métalliques (PE, PVC ou autre plastique). Il n'existe pas de stockage de produits en cuve métallique fixe susceptible d'emmagasiner des charges électriques. La structure du bâtiment abritant les lignes de traitement de surface n'est pas métallique.<br><br>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations daté de 2022. Le suivi des actions correctives nécessaires est enregistré directement sur les rapports. Le rapport Q18 présenté fait état de l'absence de danger. Tous les rapports sont archivés informatiquement et facilement accessibles.<br><br>Un contrôle par thermographie des armoires électriques est réalisé une fois par mois. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### Nom du point de contrôle 4 : Installations électriques – chauffage des bains

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Art -6 - I<br>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.  |
| <b>Constats :</b> Une fois par trimestre, l'exploitant effectue une vérification des équipements suivants. <ul style="list-style-type: none"><li>- sonde de niveau des bains chauffés : vérification de la coupure de la chauffe lorsque la sonde est retirée du bain.</li><li>- régulation de la température : à l'aide d'un thermomètre, une vérification de la température du bain est réalisée et comparée à celle prise en compte par l'automate de régulation.</li><li>- température d'aspiration : des blocs de sécurité sont présents dans les gaines d'aspiration. En cas de hausse de température, l'aspiration des vapeurs des bains est stoppée. Un réarmement manuel est nécessaire pour la remise en service.</li></ul><br>Un registre informatique des vérifications existe et a été présenté. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle 5 : Moyens de lutte incendie – moyens

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.   |
| <b>Constats :</b> L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 précisait que le débit nécessaire pour assurer la défense incendie devait être déterminé en liaison avec le SDIS.<br><br>Par courriers électroniques, le SDIS a : <ul style="list-style-type: none"><li>- le 01/12/2020, fourni le débit des poteaux incendie présents autour du site accompagné d'un plan d'implantation.</li><li>- le 17/06/2021, précisé que le débit nécessaire pour assurer la DECI est de 90 m3/h sur 2h. Il a également indiqué que la DECI est satisfaisante du fait de l'implantation à moins de 200 m d'un poteau incendie de 150 m3/h.</li></ul><br>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des installations. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle 6 : Moyens de lutte incendie – entretien

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.   |
| <b>Constats :</b> Les extincteurs sont vérifiés une fois par an par un organisme extérieur (contrat renouvelé automatiquement) : <ul style="list-style-type: none"><li>- la dernière intervention a été réalisée le 2 mars 2022, le rapport n'était pas encore disponible le jour de la visite,</li><li>- le dernier rapport Q4 disponible date du 23 février 2021, il indique que l'installation est conforme au référentiel Apsad R4.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## Nom du point de contrôle 7 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.<br>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.<br>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.  |
| <b>Constats :</b> Le site ne dispose pas d'un bassin spécifique de collecte des eaux d'extinction d'incendie. Toutefois, il est légèrement en pente et le périmètre d'exploitation du site est constitué soit des bâtiments (implantés en limite de propriété), soit de murs.<br><br>L'accès au site ainsi que l'unique exutoire permettant l'évacuation des eaux usées industrielles et des eaux pluviales sont situés en point haut. L'exploitant possède un ballon obturateur qui peut être positionné au niveau de l'exutoire et gonflé à l'air comprimé pour obturer les réseaux.<br><br>Des rétentions sont présentes au droit des chaines de traitement et de la station d'épuration.<br><br>L'exploitant n'a pas calculé la capacité du site à retenir les eaux d'extinction, mais sa conception semble pouvoir assurer la rétention nécessaire.<br><br>Pour mémoire, selon l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019, la quantité maximale des substances visées par les rubriques 4000 (4110 et 4120) est de 8.27 tonnes. |
| <b>Observations :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant déterminera le volume des eaux d'extinction d'incendie à mettre en rétention. Ce calcul pourra être réalisé à partir de l'instruction technique D9a accessible ici : <a href="https://www.cnpp.com/Groupe/Livres-blancs-et-guides/D9A-GUIDE-PRATIQUE-de-dimensionnement-des-retentions-des-eaux-d-extinction">https://www.cnpp.com/Groupe/Livres-blancs-et-guides/D9A-GUIDE-PRATIQUE-de-dimensionnement-des-retentions-des-eaux-d-extinction</a><br><br>Il comparera le résultat obtenu avec le volume susceptible d'être retenu sur le site. En cas d'incompatibilité, des propositions d'améliorations devront être fournies.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle 8 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.  |
| <b>Constats :</b> Le ballon obturateur est situé dans le bâtiment abritant la chaîne zinc tonneaux, dont l'entrée est située à proximité de l'exutoire.<br><br>En cas d'incendie au niveau de cette zone et/ou défaut d'alimentation des utilités, ce ballon ainsi que le robinet d'air comprimé nécessaire pour le gonfler pourraient être difficilement accessibles.<br><br><b>Non conformité :</b><br>Sous un délai de 6 mois, l'exploitant doit modifier cette installation afin que cet équipement puisse être accessible et gonflé en toute circonstance. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### Nom du point de contrôle 9 : Suivi inspection 2020, étude technico-économique

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/09/2019, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Suivi inspection 2020, constat n°1 :<br>- 30/06/21 : Transmission de l'étude technico-économique et de l'échéancier de mise en place des actions retenues. L'étude comportera des éléments justifiant de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur et l'absence de Al, Pb et Cd dans les rejets.<br>- 31/12/21 : Mise en place effective des actions retenues dans l'étude technico-économique, après validation par l'inspection des performances proposées. |
| <b>Constats :</b> L'étude technico-économique a été transmise à l'inspection le 4 mai 2021. Son analyse a fait l'objet d'un autre rapport référencé UID4243-EAR-22-107 et qui sera transmis prochainement à l'exploitant.<br><br>La visite, objet du présent rapport, a permis de constater que certaines actions d'améliorations cités dans l'ETE ont déjà été réalisées. Les suites à donner à cette ETE sont précisés dans le rapport cité ci-avant.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**Nom du point de contrôle 10 : Suivi inspection 2020, analyses trimestrielles**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/09/2019, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Suivi inspection 2020, constat n°2 :<br>- 30/03/21 : A intégrer lors des campagnes trimestrielles (Chloroforme) et annuelles (Nonylphénols) de l'année 2021. Résultats des analyses à saisir sur Gidaf.  |
| <b>Constats :</b> La lecture des analyses saisies dans Gidaf en 2021 montre que les paramètres chloroforme et nonylphénols ont été analysés selon les fréquences imposées. Les concentrations maximales fixées par l'APC de 2019 sont respectées excepté pour une analyse du chloroforme en juin 2021 (valeur mesurée de 160 µg/l, VLE : 150 µg/l). |
| <b>Observations :</b> L'exploitant doit être vigilant sur le respect des niveaux d'émissions en chloroforme.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle 11 : Suivi inspection 2020, aspiration des bains**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 3.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Suivi inspection 2020, constat n°7, collecteur d'aspiration débranché au niveau de la ligne Cuivre :<br>- 1 mois : Remise en état de l'installation |
| <b>Constats :</b> La visite objet du présent rapport a permis de constater que l'ensemble des collecteurs d'aspiration des vapeurs de bains étaient correctement raccordés.            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**Nom du point de contrôle 12 : Suivi inspection 2020, identification des canalisations**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 7.4.4  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, canalisations  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Suivi de l'inspection 2020, constat n°8 :<br>- 3 mois : Identification des canalisations |
| <b>Constats :</b> La visite a permis de constater qu'un effort a été réalisé pour l'identification des canalisations.       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**Nom du point de contrôle 13 : Volume total des bains de traitement**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/09/2019, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement ICPE   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Volume total des bains de traitement : article 1 de l'APC du 11 septembre 2019 : 44 310 litres.  |
| <b>Constats :</b><br>Dans le courrier daté du 27 avril 2021 faisant suite à l'inspection de 2020, l'exploitant a fourni un bilan du volume total des bains de traitement présents.<br><br>Il s'élève au total à 50 516 litres et se répartit de façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- Chaîne Zn attache : 20 160 litres (APC 2019 : 18 200 litres)</li><li>- Chaîne Zn tonneaux : 18 546 litres (APC 2019 : 13 720 litres)</li><li>- Chaîne Sn Ag : 6822 litres (APC 2019 : 6640 litres)</li><li>- Chaîne Cu : 4988 litres (APC 2019 : 5750 litres)</li></ul><br>L'exploitant a précisé que cette augmentation du volume de bains n'est pas liée à la mise en place d'un nouveau traitement mais à l'évolution des chaînes (cuve de dissolution Zn, nouvelles passivations). Il a souligné avoir arrêté l'utilisation du CrVI.<br><br><b>Non conformité :</b><br>Les conditions d'exploitation du site ont été modifiées sans qu'un dossier de porter à connaissance soit transmis à madame la préfète de la Loire conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du code de l'environnement. Un tel dossier doit être fourni sous un délai de 6 mois, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires. Le volume de référence à prendre en compte est de 43 400 litres correspondant au volume autorisé dans le dernier arrêté préfectoral signé après enquête publique (arrêté du 15 novembre 1995). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |